



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**2026-33CA REHABILITATION THERMIQUE,
OPTIMISATION ENERGETIQUE ET TRANSITION
ECOLOGIQUE DU CENTRE AQUATIQUE NEPTUNE**

Conditions de remise des offres

DATE LIMITE OBLIGATOIRE DE RECEPTION DES OFFRES :
VENDREDI 4 SEPTEMBRE 2026 A 12H00

Plis envoyés uniquement par voie dématérialisée sur <https://www.xmarches.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur (« Poser une question »), dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.xmarches.fr/>

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION EPERNAY,
COTEAUX ET PLAINE DE CHAMPAGNE**
Place du 13^e Régiment du Génie
BP 80526
51331 EPERNAY CEDEX

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	2026-33CA REHABILITATION THERMIQUE, OPTIMISATION ENERGETIQUE ET TRANSITION ECOLOGIQUE DU CENTRE AQUATIQUE NEPTUNE
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	10
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations auprès des candidats
	Visite sur site	Visite obligatoire

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	5
2.4 - Développement durable.....	6
3 - Les intervenants	6
3.1 - Conduite d'opération	6
3.2 - Maîtrise d'œuvre	6
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	6
3.5 - Contrôle technique.....	6
3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	6
4 - Conditions relatives au contrat.....	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
5 - Contenu du dossier de consultation.....	7
6 - Présentation des candidatures et des offres	10
6.1 - Documents de la CANDIDATURE à produire.....	10
6.2 - Documents de l'OFFRE à produire	11
6.3 - Visites sur site.....	12
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	12
7.1 - Transmission sous support papier	12
7.2 - Transmission électronique	12
8 - Examen des candidatures et des offres	14
8.1 - Sélection des candidatures	14
8.2 - Attribution des marchés	14
8.3 - Suite à donner à la consultation	16
9 - Renseignements complémentaires	16
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	17
9.2 - Procédures de recours.....	17
10 - Notification et informations des candidats	17

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :
2026-33CA REHABILITATION THERMIQUE, OPTIMISATION ENERGETIQUE ET TRANSITION ECOLOGIQUE DU CENTRE AQUATIQUE NEPTUNE

Lieu d'exécution :
CENTRE AQUATIQUE NEPTUNE
51190 Blancs-coteaux

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 10 lots :

Lot(s)	Désignation
01	DEPOSES – DEMOLITIONS - TERRASSEMENTS-FONDATIONS-GROS OEUVRE
02	MENUISERIES EXTERIEURES ET INTERIEURES ALUMINIUM - SIGNALÉTIQUE
03	BARDAGE BOIS – ITE – CHARPENTE LAMELLE COLLE
04	METALLERIE ACIER ET INOX
05	TRAITEMENT D'EAU
06	TRAITEMENT D'AIR - CHAUFFAGE - PLOMBERIE SANITAIRES
07	ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES
08	CLOISONS – PLAFONDS SUSPENDUS – CORRECTION ACOUSTIQUE - PEINTURE
09	ETANCHEITE LIQUIDE – REVETEMENTS DE SOL CARRELES – REVETEMENTS DE SOL COULE
10	TOBOGGANS

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45212212-5	Travaux de construction de piscines

Lot(s)	Code principal	Description
01	45262210-6	Travaux de fondation
02	45421000-4	Travaux de menuiserie
03	45261100-5	Travaux de charpente
04	14622000-7	Acier
05	45232430-5	Travaux de traitement de l'eau
06	45330000-9	Travaux de plomberie
07	45310000-3	Travaux d'équipement électrique
08	45323000-7	Travaux d'isolation acoustique
09	45432130-4	Travaux de revêtements de sols
10	03313000-6	Produits aquatiques

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Toutefois, au stade de l'attribution et conformément aux dispositions de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, **le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché public**, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est assurée par : SARL AP-MA ARCHITECTURE (Atelier Périnet-Marquet et Associés) – 11 Rue Dumont d'Urville – 76000 ROUEN

Co-Traitants : SARL SOJA INGENIERIE - SARL AGIRACOUSTIQUE France.

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

3.5 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par BUREAU VERITAS – 54 rue RENE CASSIN – 51430 BEZANNES – Interlocutrice : Charlotte THIERRY

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

L : Solidité des ouvrages constitutifs ou indissociables au bâtiment

LP : Solidité des ouvrages indissociables et dissociables

LE : Solidité des existants

SEI : Sécurité incendie des personnes dans les établissements recevant du public

HAND : Vérification des exigences d'accessibilité des personnes handicapées

TH : Vérification des exigences d'isolation thermique des bâtiments

3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau 2 sera assurée par BUREAU VERITAS – 54 rue René CASSIN – 51430 BEZANNES – Interlocuteur : Thomas DEDOURS.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le manuel utilisateurs XMARCHES
- Le règlement de la consultation (RC)
- Les actes d'engagements (AE) et leurs annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des Prescriptions Générales Communes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chacun des lots
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) de chacun des lots
- Le Plan Général de Coordination
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique
- Etude de charpente
- Etude de sol
- Détection des réseaux
- Récépissés de DT

PIECES ECRITES :

- Tableau de surfaces
- Tableau de parachèvement
- Nomenclature des portes
- Nomenclature des menuiseries
- Planning prévisionnel d'exécution des travaux
- Notice acoustique
- Cahier des charges fonctionnel SSI
- Notice estimative des consommations
- Liste des points GTB
- Note de ratios d'acier
- Etude Géotechnique G2 PRO

PIECES TECHNIQUES :

GRAPHIQUES ARCHITECTE

Plans Existants :

- 99-0 Plan de masse - 1/250e
- 99-1 Plan de Sous-sol Général - 1/100e
- 99-2 Plan de Rez-de-chaussée Général - 1/100e
- 99-3 Plan de Demi-niveau supérieur Général - 1/100e
- 99-4 Plan Toiture Général - 1/100e
- 99-6a Façades Nord et Est - 1/100e
- 99-6b Façades Sud et Ouest - 1/100e

Plans Démolition :

- 100 Plan de-Sous-Sol Général - 1/100e
- 101 Plan de Rez-de-chaussée Général - 1/100e
- 101-1 Plan de Rez-de-chaussée - Zone 1 - 1/50e
- 101-2 Plan de Rez-de-chaussée - Zone 2 - 1/50e

- 102 Plan de Demi-niveau supérieur Général - 1/100e
- 102-1 Plan de Demi-niveau supérieur – Zone 1 - 1/50e
- 102-2 Plan de Demi-niveau supérieur – Zone 2 - 1/50e

Plans Projet :

- 103 Plan Masse - 1/250e
- 104 Plan de Sous-sol Général - 1/100e
- 104-1 Plan de Sous-sol - Zone 1 - 1/50e
- 104-2 Plan de Sous-sol - Zone 2 - 1/50e
- 105 Plan de Rez-de-chaussée Général - 1/100e
- 105-1 Plan de Rez-de-chaussée - Zone 1 - 1/50e
- 105-2 Plan de Rez-de-chaussée - Zone 2 - 1/50e
- 106 Plan de Demi-niveau supérieur Général - 1/100e
- 106-1 Plan de Demi-niveau supérieur – Zone 1 - 1/50e
- 106-2 Plan de Demi-niveau supérieur – Zone 2 - 1/50e
- 107 Plan de Toiture Général - 1/100e
- 107-1 Plan de Toiture - Zone 1 - 1/50e
- 107-2 Plan de Toiture - Zone 2 - 1/50e
- 108 Coupes Zone Accueil-Vestiaires-Stockage 1-2-3-4 - 1/50e
- 109 Coupes Zone Halle Bassin AA-BB - 1/50e
- 110 Coupes Zone Halle Bassin CC-DD-EE - 1/50e
- 111 Façades Est & Nord - Indiquée
- 112 Façades Ouest & Sud - Indiquée
- 116 Plan installation de chantier - 1/250e

GRAPHIQUES STRUCTURE

- DEMOL01 Plan démolition RDC
- STR01 Plan Fondations et coupes

GRAPHIQUES FLUIDES

Lot Plomberie – Sanitaires :

- PB01 Plan plomberie sous-sol - 1/100e
- PB01-1 Plan plomberie sous-sol zone 1 - 1/50e
- PB01-2 Plan plomberie sous-sol zone 2 - 1/50e
- PB02 Plan plomberie rez-de-chaussée - 1/100e
- PB02-1 Plan plomberie rez-de-chaussée zone 1 - 1/50e
- PB02-2 Plan plomberie rez-de-chaussée zone 2 - 1/50e

Lot Traitement d'eau – Animations aquatiques :

- TE01 Plan traitement d'eau sous-sol - 1/100e
- TE01-1 Plan traitement d'eau sous-sol - 1/50e
- TE02 Plan traitement d'eau rez-de-chaussée - 1/100e
- TE02-1 Plan traitement d'eau rez-de-chaussée - 1/50e
- SCHTE Schéma de principe traitement d'eau

Lot Traitement d'air – Chauffage

- CVC01 Plan chauffage-ventilation sous-sol - 1/50e
- CVC01 Plan chauffage-ventilation sous-sol - 1/100e
- CVC01 Plan chauffage-ventilation sous-sol - 1/200e
- CVC02 Plan chauffage-ventilation rez-de-chaussée - 1/100e
- CVC02-1 Plan chauffage-ventilation RDC zone 1 - 1/50e
- CVC02-2 Plan chauffage-ventilation RDC zone 2 - 1/50e
- SCHCVC Plan de comptage
- SCHCVC Schéma de principe CVC-PB

Lot Electricité Courants forts et faibles

- EL01 Plan électricité sous-sol - 1/100e
- EL01-1 Plan électricité sous-sol zone 1 - 1/50e
- EL01-2 Plan électricité sous-sol zone 2 - 1/50e
- EL02 Plan électricité rez-de-chaussée - 1/100e
- EL02-1 Plan électricité rez-de-chaussée zone 1 - 1/50e
- EL02-2 Plan électricité rez-de-chaussée zone 2 - 1/50e
- SCHEL01 Carnet de schémas électricité - 1/100e

PIECES EXISTANTES

- Plan chauffage 1999
- Plan CVS Sous-sol zone1
- Plan CVS Sous-sol zone2
- Plan Elec RDC zone1
- Plan Elec RDC zone2
- Plan Elec SS CDC zone1
- Plan Elec SS CDC
- Plan Elec SS zone1
- Plan Elec SS zone2
- Plan Evacuation extérieur
- Plan masse elec
- Plan plomberie SS
- Plan réservation bassin
- Plan traitement eaux sous-sol
- Sch_TE.dwg
- Schéma CVC

Le dossier de consultation des entreprises sera remis gratuitement à chaque candidat. Il est ainsi disponible à l'adresse électronique suivante : <http://www.xmarches.fr>

Il est fortement conseillé au candidat de créer un compte sur www.xmarches.fr lors du téléchargement du Dossier de Consultation des Entreprises (Veillez à vous enregistrer sous la dénomination sociale de l'entreprise). Lorsque le compte est créé, l'opérateur économique dispose de son « Espace entreprise » (personnel, et accessible après identification email et mot de passe).

Cette authentification est indispensable pour que celui-ci soit informé de toutes les informations complémentaires et modifications du DCE diffusées lors du déroulement de la consultation.

Pour accéder à son espace personnel, le représentant de l'opérateur économique doit préalablement l'avoir activé (se référer au « guide utilisateur de la plate-forme » disponible sur www.xmarches.fr). La création du compte est uniquement réalisée après validation du mail de confirmation transmis par la plate-forme.

Il est de la responsabilité de la personne représentant l'opérateur économique de s'assurer du retour du mail automatique du profil acheteur.

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, **les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur (« Poser une question »), dont l'adresse URL est la suivante :** <https://www.xmarches.fr/>

L'ensemble des mails de la collectivité sera envoyé via l'adresse : xmarches@spl-xdemat.fr

Si vous disposez d'une adresse mail OUTLOOK, HOTMAIL ou LIVE, vous devrez déclarer la SPL-Xdemat comme site de confiance afin de recevoir les mails de la plateforme.

Attention : selon votre système de protection informatique, il se peut que les mails envoyés via notre plateforme de dématérialisation soient directement classés comme « SPAMS ».

Conformément à l'article L2132-2 du Code de la commande publique, « Les communications et les échanges d'informations effectués dans le cadre de la procédure de passation d'un marché sont réalisés par voie électronique (..) »

Ainsi, les échanges durant cette consultation seront dématérialisés.

Cela concerne notamment :

- La mise à disposition des documents de la consultation ;
- La réception des candidatures et des offres ;
- Les questions/réponses des acheteurs et des entreprises ; demandes d'informations, de compléments...
- Les notifications des décisions (lettre de rejet, d'attribution).

La Collectivité ne procédera à aucun envoi du dossier de la consultation aux candidats sur support physique électronique (CD-Rom, Clé USB...), ni par courrier électronique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard **06 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.**

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents de la CANDIDATURE à produire

(L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique)

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit :

- Les formulaires **DC1** (lettre de candidature) et **DC2** (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr ;
- Le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (Annexe à fournir)

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.2 - Documents de l'OFFRE à produire

L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF). Celle-ci est à remettre au format PDF et dans un fichier exploitable (XLS).

Un mémoire technique comportant les dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat notamment :

- Le nombre de personnes et qualité du personnel dédié à l'exécution du projet (2 pages), définition de la fonction/rôle, justification de l'expérience (le candidat précisera les moyens humains en phase études, ceux destinés à l'encadrement du projet, ceux dédiés à l'exécution sur le site) ;
- Les moyens matériels dédiés à l'exécution du projet (2 pages) (le candidat précisera les moyens matériels en phase études, en phase travaux adaptés aux particularités de ce chantier) ;
- La méthodologie d'exécution (12 pages) en faisant ressortir les procédures mises en œuvre pour réaliser le chantier (en phase préparation et en phase réalisation ainsi que les méthodes et moyens mis en œuvre pour acheminer à pied d'œuvre les matériaux et matériels) et pour respecter et/ou optimiser les délais de réalisation (dont planning prévisionnel d'exécution), l'enchaînement des tâches critiques et interface avec les autres lots, les moyens mis en œuvre pour organiser le contrôle qualité, les mesures de sécurité pour le chantier ;

Une note environnementale indiquant les actions des candidats en faveur de l'environnement dans le cadre de l'exécution des prestations :

- Les mesures prises pour favoriser l'économie circulaire (recours à des matériaux recyclés, réemploi de matériaux sur site si possible, gestion raisonnée en eau...)
- Les mesures prises pour la réduction des nuisances en site urbain (contre le bruit à l'égard des riverains et des travailleurs du chantier, contre les salissures et la poussière...)
- Les mesures prises pour économiser l'énergie (limitation des distances de transport de matériaux, limitation des émissions polluantes...)
- Le schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets de chantier (SOSED)
- Procédures de réemploi, tri et valorisation des déchets

Un planning prévisionnel

Le certificat de visite

IL EST DEMANDE AUX CANDIDATS DE NOMMER LES FICHIERS ET DE LES DECOUPER INFORMATIQUEMENT EN COHERENCE AVEC LES ELEMENTS SOLLICITES CI-DESSUS

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.3 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Pour ce faire, veuillez prendre contact avec Monsieur Francky BRISTIEL aux coordonnées indiquées à l'article 9.1 du RC.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission sous support papier

Aucune transmission par voie papier n'est autorisée pour cette consultation.

7.2 - Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <http://www.xmarches.fr>

Veuillez à déposer votre offre sous la dénomination sociale de l'entreprise.

Aucun autre mode de transmission n'est autorisé. Par conséquent, la transmission des documents sur un support électronique autre que le profil acheteur (CD-ROM, clé USB, courriels...) n'est pas autorisée.

Signature des documents :

La signature électronique n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation au stade de la remise de l'offre mais est fortement recommandée.

La signature électronique des documents, si elle n'est pas réalisée au moment du dépôt, sera demandée en phase d'attribution. Le candidat retenu sera donc invité à acquérir un certificat de signature électronique.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format **PAdES** ; Avec le format PAdES, la signature peut être identifiable dans le fichier et visible. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être **une signature avancée reposant sur un certificat qualifié**, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

NOTA : *En cas de signature sous forme «.sig» (signature distincte du document), il sera demandé au candidat, s'il est retenu, d'utiliser des outils gratuits (comme ADOBE READER) afin de signer l'acte d'engagement sous forme PDF en incluant la signature dans le document pour qu'il puisse être contresigné par le représentant de la collectivité.*

En cas de problèmes rencontrés pour acquérir un certificat électronique, les documents transmis par voie électronique pourront être re-matérialisés pour signature manuscrite des pièces du marché.

Précisions sur le dépôt électronique :

Pour déposer une offre, l'opérateur économique doit nécessairement être identifié sur la plate-forme www.xmarches.fr puis cliquer sur le lien « répondre par voie électronique ». Le candidat est invité à se reporter au « manuel utilisateur de la plate-forme » mis à disposition sur www.xmarches.fr. Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature « CANDIDATURE » les pièces de l'offre « OFFRE » définies au présent règlement de la consultation (Cf. articles 6.1 et 6.2).

La plate-forme propose un outil permettant à l'opérateur économique de déposer ses documents unitairement en l'invitant à définir leur nature. Dans ce cas, il n'a pas à se soucier du stockage des documents dans son pli. Mais l'opérateur économique peut également décider de déposer son pli préalablement constitué par ses propres moyens, sans utiliser cet outil proposé par la plate-forme. Dans ce cas, aucun contrôle ne sera effectué sur la présence de documents. Le soumissionnaire peut déposer son pli au format zip avec, à l'intérieur, deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre.

Une fois terminé, c'est le bouton « valider la réponse électronique » qui finalisera le dépôt de l'offre sur le profil d'acheteur.

Il est rappelé que seule **la date de réception de l'offre par la plate-forme est prise en compte et en aucun cas, la date d'envoi par le soumissionnaire.** Il est donc fortement recommandé au soumissionnaire de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis. La durée de téléchargement et donc de réception par la plate-forme d'une offre est fonction du débit de l'accès internet du candidat et de la taille des fichiers transmis. Un test de configuration du poste de travail ainsi qu'une consultation de test sont mis à disposition sur la plate-forme

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, **celle-ci annule et remplace l'offre précédente.**

Conformément à l'arrêté du 27 juillet 2018 (NOR : ECOM1800783A), le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;

- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, cette dernière sera automatiquement écartée.

Cette copie de sauvegarde devra être transmise sous pli cacheté portant les mentions : 2026-33CA TRAVAUX NEPTUNE. Cette copie devra être remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante : DIRECTION MARCHES PUBLICS - Bâtiment des Services Techniques - (Jardin de l'Hôtel de Ville) - 2 rue de Reims - BP 505 51331 EPERNAY CEDEX. **Elle n'est pas obligatoire.**

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats courants, largement disponibles et de préférence en mode « révisable » pour les bordereaux des prix (*Cf. arrêté du 20 avril 2016 portant approbation du référentiel général d'interopérabilité*).

NOTA : Les fichiers "Pages" pour Mac sont fortement déconseillés. Ils sont à convertir en tant que fichier PDF. Aussi, il est demandé aux soumissionnaires de limiter la taille de leur fichier à **50 Mo maximum par document**.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

Nota : Les courriers d'excuse ne correspondent pas à une offre et ne doivent donc pas être déposés sur la plateforme XMARCHES. Dans le cas où vous souhaitez nous remettre un courrier, nous vous invitons à nous le faire parvenir par mail ou par voie postale à l'adresse suivante : DIRECTION MARCHES PUBLICS - 2 rue de Reims - BP 505 - 51331 EPERNAY CEDEX.

.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Valeur technique	50.0 %
2-Prix des prestations	40.0 %
3-Performances en matière de protection de l'environnement	10.0 %

PRIX DES PRESTATIONS	40 %												
Le prix des prestations sera apprécié au vu du montant de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire. L'offre qui présentera le prix en euro le moins élevé se verra attribuer la note maximale de 30 points. Les autres notes seront attribuées proportionnellement à l'offre la moins élevée selon la formule : NP = 30 * (P0/P) <i>NP : Note de l'offre considérée</i> <i>P0 : Meilleur prix</i> <i>P : Prix de l'offre considérée</i> La note minimale qui pourra être attribuée est de 0 (pas de note négative). Ainsi, une note NP sur 30 points est attribuée à chaque candidat.	Note NP sur 30 points												
NOTE VALEUR TECHNIQUE	50 %												
Le critère « Valeur technique » est noté sur 30 points. La valeur technique sera examinée au regard des informations transmises par les entreprises dans le cadre du mémoire technique à savoir : - Le nombre de personnes et qualité du personnel dédié à l'exécution du projet, définition de la fonction/rôle, justification de l'expérience (10 points) - Les moyens matériels dédiés à l'exécution du projet (10 points) - La méthodologie d'exécution en faisant ressortir les procédures mises en œuvre pour réaliser le chantier et pour respecter et/ou optimiser les délais de réalisation ; l'enchaînement des tâches critiques et interface avec les autres lots, les moyens mis en œuvre pour organiser le contrôle qualité, les mesures de sécurité pour le chantier (10 points) Selon le barème suivant : <table><tr><td><i>Très satisfaisant</i></td><td>10</td><td>points</td></tr><tr><td><i>Satisfaisant</i></td><td>8</td><td>points</td></tr><tr><td><i>Assez satisfaisant</i></td><td>7</td><td>points</td></tr><tr><td><i>Moyen</i></td><td>5</td><td>points</td></tr></table>	<i>Très satisfaisant</i>	10	points	<i>Satisfaisant</i>	8	points	<i>Assez satisfaisant</i>	7	points	<i>Moyen</i>	5	points	Note NT sur 30 points
<i>Très satisfaisant</i>	10	points											
<i>Satisfaisant</i>	8	points											
<i>Assez satisfaisant</i>	7	points											
<i>Moyen</i>	5	points											

	<i>Insuffisant</i>	3	points	
	<i>Très insuffisant</i>	1	point	
	<i>Sans réponse</i>	0	point	
PERFORMANCES EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT				10 %
Les performances en matière de protection de l'environnement <u>dans le cadre de l'exécution des prestations</u> seront appréciées au regard des informations transmises par les entreprises dans le cadre de la note environnementale à savoir : - Les mesures prises pour favoriser l'économie circulaire (recours à des matériaux recyclés, réemploi de matériaux sur site si possible, gestion raisonnée en eau...) - Les mesures prises pour la réduction des nuisances en site urbain (contre le bruit à l'égard des riverains et des travailleurs du chantier, contre les salissures et la poussière...) - Les mesures prises pour économiser l'énergie (limitation des distances de transport de matériaux, limitation des émissions polluantes...) - Procédures de réemploi, tri et valorisation des déchets Selon le barème suivant :				Note NE sur 30 points
	<i>Très satisfaisant</i>	30	points	
	<i>Satisfaisant</i>	25	points	
	<i>Assez satisfaisant</i>	20	points	
	<i>Moyen</i>	15	points	
	<i>Insuffisant</i>	10	points	
	<i>Très insuffisant</i>	5	point	
	<i>Sans réponse</i>	0	point	

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Négociations :

Entre l'ouverture des offres et la décision du candidat retenu, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations auprès des candidats afin de choisir l'offre conforme aux critères de sélection indiqués dans ce règlement de consultation.

A la suite de cette négociation, chaque candidat aura la possibilité de remettre une nouvelle offre selon les mêmes modalités que l'offre initiale.

NOTA : Dans l'hypothèse où le Pouvoir Adjudicateur ferait le choix de ne pas négocier, le marché serait attribué sur la base des offres initiales.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. **Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.**

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, **les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante** : <https://www.xmarches.fr/> (onglet « Poser une question »).

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Renseignement(s) administratif(s) :

EPERNAY AGGLO CHAMPAGNE

Direction Marchés Publics

2 rue de Reims - BP 505

51331 EPERNAY CEDEX

Mmes PLUCHART/ GILLES/ MORLET

03 26 53 37 08 / 09 / 34

Renseignement(s) technique(s) :

VILLE D'EPERNAY

Service Bâtiments

Mme Marie-Charlotte GIRAUD

Tél : 03 26 53 37 23

M. Francky BRISTIEL

Tél : 03 26 53 37 17

Maitrise d'œuvre

AP-MA ARCHITECTURE

02 77 64 58 10

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est le **Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne.**

Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

25 rue du Lycée

51036 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX

Tél : 03 26 66 86 87

Télécopie : 03 26 21 01 87

Courriel : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Une procédure de médiation peut être engagée auprès du : **Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics de Nancy** - Préfecture de Meurthe-et-Moselle - 1, rue du Préfet Claude Erignac - 54038 NANCY CEDEX - Tel : 03.83.34.25.25 - Fax : 03.83.34.22.24.

10 - Notification et informations des candidats

Chaque candidat sera informé de la décision d'attribution ou de rejet de son offre par le biais d'un mail transmis via le profil acheteur (xmarches@spl-xdemat.fr) contenant un lien.

Le candidat devra se connecter à son Espace entreprise afin de prendre connaissance de la décision transmise. Selon votre système de protection informatique, il se peut que les mails envoyés via ce site soient directement classés comme « SPAMS ».